



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.20/2006/7 Rev.1
18 avril 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

COMMISSION DE STATISTIQUE

Groupe d'experts des comptes nationaux

Huitième réunion
Genève, 25-28 avril 2006
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

L'ÉCONOMIE NON OBSERVÉE DANS LES COMPTES NATIONAUX

Note du secrétariat

La réunion est organisée conjointement avec Eurostat et l'Organisation
de coopération et de développement économiques

INTRODUCTION

1. En 2005, le secrétariat de la CEE a réalisé une enquête sur les pratiques nationales en matière d'estimation des activités économiques non observées dans les comptes nationaux.
2. Les enquêtes précédentes avaient été réalisées en 1991 et en 2001-2002. La première, qui portait sur neuf pays, se présentait sous la forme d'un recueil d'articles comprenant les contributions de chaque pays. Les observations ont été publiées en 1993 sous la forme d'un inventaire des pratiques nationales en matière d'estimation des activités économiques occultes et informelles aux fins des comptes nationaux.

3. La deuxième enquête a été réalisée en 2001-2002 et 29 pays y ont répondu. L'objectif était d'obtenir un aperçu des méthodes utilisées dans les pays membres de la CEE. Pour la première fois, on a cherché à comparer et à analyser les pratiques et les tendances dans les pays et à harmoniser l'ensemble des contributions en termes de terminologie et de présentation.

4. Les participants à la réunion commune CEE/Eurostat/OCDE sur la comptabilité nationale, tenue en avril 2004, ont demandé au secrétariat de la CEE d'entreprendre une nouvelle enquête sur l'économie non observée (ENO), en procédant par là même à une actualisation de l'inventaire et en élargissant la couverture. Le présent rapport fournit quelques résultats préliminaires de l'enquête effectuée en 2005.

L'ENQUÊTE DE 2005 SUR L'ÉCONOMIE NON OBSERVÉE

5. La troisième enquête avait pour objectif de dresser un inventaire des pratiques actuelles en matière d'estimation et d'intégration de l'économie non observée (ENO) et de fournir une plate-forme de comparaison entre les pays. L'enquête, dont la portée est plus large que celle de 2001-2002, couvre également des pays non membres de la CEE (par exemple les pays de l'OCDE en dehors de la région). En outre, plus de pays membres de la CEE y ont répondu par rapport à 2001-2002.

6. 44 pays ont répondu à l'enquête. Japon et Nouvelle-Zélande n'estiment pas des activités économiques non observées. Portugal ne pouvait pas répondre à cause du manque de personnel. Les 41 pays ci-après ont envoyé la description des méthodes utilisées pour l'estimation des activités économiques non observées:

- Pays membres de l'Union européenne (UE) (16)
UE-15 – Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède ;
Nouveaux pays membres - Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne et République tchèque.
- Pays de l'OCDE – hors UE (5)
Australie, Canada, États-Unis, Mexique et Norvège.
- Pays adhérents et candidats à l'UE (5)
Pays adhérents - Bulgarie et Roumanie;
Pays candidats - Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine et Turquie.
- Pays membres de la Communauté d'États indépendants (11)
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Tadjikistan et Ukraine.
- Autres pays (4)
Albanie, Brésil, Mongolie et Serbie-et-Monténégro¹.

7. L'enquête est fondée sur les notions, les définitions et la terminologie préconisées par le Manuel sur la mesure de l'économie non observée (2002) de l'OCDE et utilisées dans le cadre des projets d'Eurostat sur l'exhaustivité des comptes nationaux. Au sens du Manuel, on entend

par économie non observée ou ENO toutes les activités productives qui ne peuvent pas être prises en compte dans les données de base utilisées pour établir les comptes nationaux. Par exemple, les activités illégales, les lacunes du dispositif de collecte de données, les activités informelles qui ne sont pas enregistrées et la communication d'informations inexacts concernant la production posent des problèmes de mesure.

8. Sans entrer dans le détail, des contributions des pays sont divisée en sections, chacune servant d'indicateur sur les pratiques actuellement suivies. Ces sections sont les suivantes: définitions et notions utilisées; sources de données; méthodes d'estimation adoptées; couverture des activités (par secteur, par activité); et incidences et effets sur les estimations du produit intérieur brut (PIB)².

9. Lors du traitement des contributions des pays, on s'est servi autant que possible de la grille d'analyse tabulaire mise au point par Eurostat et recommandée dans le Manuel de l'OCDE sur la mesure de l'économie non observée. Cette structure tabulaire découle des projets menés par Eurostat sur l'exhaustivité des comptes nationaux. En outre, on a cherché à aligner la présentation et la terminologie conformément aux recommandations figurant dans le Manuel de l'OCDE.

GRILLES TABULAIRES D'EUROSTAT

10. Aux fins de l'enquête, la CEE a utilisé les types d'activités économiques non observées identifiés dans la structure tabulaire d'Eurostat. L'Office européen s'est toutefois servi de deux structures différentes pour les projets pilotes sur l'exhaustivité qu'il a réalisés en 1998 et en 2002. L'enquête de 2005 sur l'économie non observée a montré que certains pays utilisaient la structure T1-T8 de 1998, tandis que d'autres étaient passés à la classification N1-N7 plus récente.

11. Les deux classifications étant utilisées dans l'enquête, on les présentera ici toutes les deux pour plus de clarté et une meilleure compréhension.

12. Ces structures n'avaient pas pour objet principal de proposer une classification définitive des types d'activités de l'ENO, mais de s'assurer que la mesure de l'ENO soit systématique, que toutes les zones de l'ENO soient couvertes et qu'aucune activité ne soit comptabilisée deux fois.

13. Ces structures étaient surtout utilisées dans les pays candidats à l'Union européenne (où les projets pilotes sur l'exhaustivité avaient été exécutés), mais aussi dans d'autres pays (par exemple l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Serbie-et-Monténégro et l'Ukraine). Lorsque les pays utilisent la même structure, l'avantage est que l'on peut procéder à des comparaisons beaucoup plus poussées de l'ENO. Il devient aussi plus facile de garantir l'exhaustivité des méthodes et d'échanger des données d'expérience au sujet de leur mise en œuvre.

14. Il pourrait être intéressant d'étudier la question de savoir si les pays doivent adopter la même méthode de mesure de l'ENO et, dans l'affirmative, laquelle.

15. Pour les pays interrogés qui n'ont pas classé leurs activités ou utilisé la structure T1-T8, les ajustements au titre de l'ENO ont été classés par le secrétariat de la CEE en suivant la classification N1-N7 plus récente. La répartition des activités selon les différents types

de couverture insuffisante (non-exhaustivité) est donc sujette à interprétation. Le secrétariat de la CEE serait donc reconnaissant aux pays de bien vouloir lui communiquer toute modification qu'ils souhaitent apporter à la répartition des activités proposée à l'annexe 1 au présent document.

LA STRUCTURE T1-T8

16. Le premier projet pilote d'Eurostat sur l'exhaustivité des comptes nationaux a été réalisé en 1998 dans des pays qui étaient alors candidats à l'Union européenne. Une structure tabulaire a été utilisée pour faciliter la comparaison entre les pays et améliorer l'exhaustivité. Huit types de couverture insuffisante ont été recensés (T1-T8), montrant les liens entre les zones problématiques de l'ENO et les problèmes statistiques rencontrés par les comptes nationaux.

17. Grosso modo, la structure T1-T8 classe les zones problématiques de l'ENO en catégories: insuffisance de la couverture statistique, économie souterraine, production illégale, secteur informel non illégal ni souterrain, et autres types de lacunes. Huit catégories sont précisément définies³:

Insuffisance de la couverture statistique

T1 – Absence de réponse

18. L'insuffisance de la couverture statistique est due à l'absence de réponse aux questionnaires statistiques ou à l'absence de couverture d'unités actives dans les dossiers administratifs. Cette situation s'explique par le fait que les entreprises et les ménages ne veulent pas perdre du temps à remplir un questionnaire, craignent que leurs informations ne soient utilisées à des fins autres que statistique ou bien que le questionnaire est mal conçu.

T2 – Registres non mis à jour

19. L'insuffisance de la couverture statistique est due à des unités manquantes dans les registres statistiques ou à des registres non mis à jour qui peuvent comprendre des informations inexactes.

T3 – Unités non enregistrées ou non couvertes par des enquêtes

20. L'insuffisance de la couverture statistique est due à la non-couverture d'unités dans les registres statistiques en raison de seuils d'enregistrement ou de la non-couverture de certaines activités dans le registre, de la non-couverture d'unités en raison de la création ou de leur disparition durant l'année.

Production souterraine pour raisons économiques

T4 – Sous-déclaration du chiffre d'affaires/revenu

21. Les entreprises peuvent délibérément sous-déclarer leur production brute ou surdéclarer leurs consommations intermédiaires pour échapper au paiement de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur la valeur ajoutée ou d'autres impôts, ou des charges sociales.

T5 – Unités délibérément non enregistrées

22. Les unités ne sont pas couvertes parce qu'elles n'ont *délibérément* pas été enregistrées afin d'échapper au paiement de l'impôt ou des charges sociales. Cela peut s'appliquer à toute une entreprise ou à certaines de ses composantes.

Secteur informel

T6 – Unités non enregistrées

23. Les unités ne sont parfois pas tenues d'enregistrer leurs activités en raison de la faible ampleur de leur production (souvent le cas des ménages), notamment la production agricole des ménages non agricoles pour leur consommation propre, la production de biens non agricoles des ménages pour leur compte propre, la construction de bâtiments à usage résidentiel par les ménages eux-mêmes, les activités occasionnelles et temporaires, ainsi que le travail au titre de contrats de services.

Production illégale

T7 – Unités non enregistrées

24. Les unités de production ne déclarent pas ou ne font pas enregistrer leurs activités illégales.

Autres

T8 – Autres types de couverture insuffisante du PIB

25. Les autres types de couverture insuffisante sont multiples mais comprennent souvent la production pour consommation finale propre, les pourboires, et les salaires et traitements en nature.

LA STRUCTURE N1-N7

26. En 2002, la structure tabulaire d'Eurostat a été modifiée et affinée pour aboutir à une ventilation plus complète des catégories et en préciser les frontières. Dans le cadre de ce deuxième projet, sept types de couverture insuffisante ont été définis (N1-N7)⁴ alors qu'il y en avait huit dans la structure T1-T8.

27. Les deux structures diffèrent principalement sur le classement des catégories et les définitions relevant de chaque catégorie telles que personne morale et producteur. En outre, la catégorie «Absence de réponse» (T1), qui était indépendante dans la structure T1-T8, a été rattachée à la catégorie «Autres lacunes statistiques» (N7) dans la structure N1-N7. Ces modifications visent à éviter les éventuels doubles emplois, à rendre plus claires et plus précises les frontières qui séparent les différentes catégories et à recenser plus facilement les types de couverture insuffisante.

28. Cette nouvelle structure comprend les quatre grandes catégories suivantes: producteurs non enregistrés, producteurs non couverts par des enquêtes, communication d'informations inexacts

et autres lacunes. Elle permet de couvrir tous les types possibles de producteurs, y compris les ménages qui produisent des biens non marchands.

Producteurs non enregistrés

29. N1 – Producteurs délibérément non enregistrés – Activités souterraines

- Les producteurs ne se font pas enregistrer pour échapper au paiement de l'impôt et des charges sociales. Il s'agit le plus souvent de petits producteurs dont le chiffre d'affaires dépasse un certain seuil à partir duquel ils devraient se faire enregistrer;
- Les producteurs ne se font pas enregistrer parce qu'ils se livrent à des activités illégales relevant de la catégorie N2;
- La catégorie N1 n'inclut pas toutes les activités souterraines, certaines étant liées à la catégorie N6.

30. N2 – Producteurs délibérément non enregistrés – Activités illégales

- Les producteurs ne se font pas enregistrer comme personne morale ou entrepreneur parce qu'ils se livrent à des activités illégales;
- La catégorie N2 exclut les activités illégales des personnes morales ou entrepreneurs dûment enregistrés qui rendent compte de leurs activités (y compris en fournissant des informations inexacts) en utilisant des codes attribués à des activités légales.

31. N3 – Producteurs non tenus de se faire enregistrer

- Les producteurs qui n'ont pas de production marchande ne sont pas tenus de se faire enregistrer. C'est en général le cas des ménages qui produisent des biens non marchands pour leur consommation propre, pour leur propre formation de capital fixe et pour la construction/rénovation de leurs logements;
- Les producteurs qui ont une production marchande restreinte (en deçà d'un certain seuil) ne sont pas tenus de la déclarer.

Producteurs non couverts par des enquêtes

32. N4 – Personnes morales non couvertes par des enquêtes⁵

- Plusieurs raisons expliquent que les personnes morales ne soient pas couvertes par les enquêtes: le registre des entreprises n'est pas tenu à jour ou les procédures d'actualisation sont inefficaces; les données de classification (codes relatifs à l'activité, à la taille ou à la situation géographique) sont inexacts; la personne morale est exclue du plan d'enquête parce que sa taille est inférieure à un certain seuil, etc., ce qui conduit à son exclusion (systématique) alors qu'elle devrait en principe figurer dans l'enquête.

33. N5 – Entrepreneurs enregistrés mais non couverts par des enquêtes

- Plusieurs raisons expliquent que les entrepreneurs enregistrés ne soient pas couverts par des enquêtes: l'office statistique ne réalise pas d'enquête sur les entrepreneurs enregistrés, l'entrepreneur enregistré ne figure pas sur la liste dont dispose l'office statistique ou en est systématiquement exclu; l'entrepreneur enregistré ne figure pas dans le plan d'enquête parce que les données de classification (codes relatifs à l'activité, à la taille ou à la situation géographique) sont inexactes.

Communication d'informations inexactes

34. N6 – Producteurs qui font délibérément une fausse déclaration

- Les producteurs sous-déclarent leur production brute et/ou surdéclarent leurs consommations intermédiaires pour échapper au paiement de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou d'autres impôts, ou des charges sociales;
- La communication d'informations inexactes se fait au moyen d'une double comptabilité, de remises de salaires sous forme d'enveloppes qui sont enregistrées comme dépenses de consommation intermédiaire, de règlements en espèces sans facture et de fraude à la TVA.

Autres

35. N7 – Autres lacunes statistiques

- La catégorie N7 est subdivisée en N7a (données incomplètes, non collectées ou ne pouvant être collectées directement) et N7b (données qui n'ont pas été correctement enregistrées, traitées ou compilées par les statisticiens);
- Il convient de prêter attention aux causes suivantes du manque d'exhaustivité: l'absence de réponse; la production de producteurs de biens marchands pour usage final propre; les pourboires; les traitements et salaires en nature et les activités secondaires.

**PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODES D'ESTIMATION
UTILISÉES D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 2005**

36. Les pays ont recours à un large éventail de sources de données pour évaluer les activités économiques non observées. Plusieurs sources sont utilisées par la plupart des pays, telles que les données fiscales et administratives, les recensements agricoles, les statistiques des entreprises, les enquêtes auprès des ménages, les recensements de la population/données démographiques, les enquêtes sur la population active/statistiques du travail, les fichiers de police et les statistiques du commerce extérieur. D'autres sources ne sont utilisées que par un pays ou un petit nombre de pays, par exemple les enquêtes ponctuelles sur une activité donnée (par exemple la contrebande de tabac).

37. Pour leurs estimations, les pays font appel aux trois principales méthodes de mesure: l'optique de la production, l'optique des dépenses et celle du revenu. Il leur arrive souvent

de produire deux estimations en employant deux des trois méthodes, le plus souvent l'optique de la production suivie par l'optique des dépenses.

38. Certains pays ont également recours à la méthode de la main-d'œuvre utilisée, qui consiste à comparer l'offre et la demande de main-d'œuvre pour mettre en évidence les incohérences en ce qui concerne la main-d'œuvre enregistrée. Les données sur l'offre de main-d'œuvre sont obtenues à partir des recensements de la population et des enquêtes sur la population active, tandis que celles sur la demande de main-d'œuvre sont tirées des statistiques des entreprises. Il est procédé à des estimations de la production et de la valeur ajoutée, par unité de main-d'œuvre utilisée, qui sont ensuite appliquées aux données. Cette méthode d'intégration de la demande et de l'offre de main-d'œuvre sert à rendre compte de la production des entreprises utilisant une main-d'œuvre non déclarée et cachée.

39. Des pays utilisent également la «méthode des experts», généralement en parallèle avec l'une des méthodes décrites ci-dessus. Cette méthode est fondée sur les estimations des experts pour évaluer la part de l'ENO dans les différentes activités à l'aide des sources de données disponibles. Cette méthode est toutefois très subjective.

ANALYSE DE L'ENQUÊTE DE 2005 SUR L'ÉCONOMIE NON OBSERVÉE

Ajustements au titre de l'ENO

40. Il ressort des rapports fournis par tous les pays que les ajustements au titre de l'ENO ont principalement trait au secteur informel, suivi par l'économie souterraine. Dans ces deux catégories, les secteurs les plus souvent concernés sont les suivants:

- Construction: activités informelles/production clandestine dans le secteur du bâtiment, construction pour compte propre;
- Agriculture (y compris la foresterie, la pêche et la chasse): production pour vente et usage final propre, main-d'œuvre cachée, production agricole non déclarée;
- Commerce: activités informelles des ménages, commerce de gros et de détail;
- Soins de santé et éducation: rétribution de services;
- Transport: mouvements de marchandises et de passagers et;
- Logement: revenus tirés de la location de chambres et de logements et loyers imputés.

41. Les ajustements effectués dans les sept catégories (N1-N7) révèlent que la communication d'informations inexactes (N6) et les autres lacunes statistiques (N7) sont présentes dans la quasi-totalité des pays (voir annexe 1). Dans les pays de la CEI, des ajustements ont été faits dans la quasi-totalité des catégories, à l'exception des activités illégales. Pour les nouveaux pays membres de l'UE, outre la communication d'informations inexactes (N6) et les autres lacunes statistiques (N7), les ajustements au titre de la production souterraine (N1) sont aussi très répandus. Les estimations de la production illégale sont également assez fréquentes bien qu'elles

ne soient pas publiées officiellement. Dans les pays de l'OCDE (UE et hors UE), les ajustements concernent surtout la communication d'informations inexactes et les autres lacunes statistiques.

ACTIVITÉS ILLÉGALES

42. Les activités illégales méritent une mention particulière étant donné les difficultés pratiques que pose leur estimation. Étant donné la nature de ces activités interdites par la loi, le problème vient de la rareté des sources de données et du manque de fiabilité des données. Les sources de données fréquemment utilisées pour quantifier les activités illégales sont les fichiers de police, les statistiques de la criminalité, les informations fournies par les établissements de santé (pour la consommation de stupéfiants) et les estimations d'experts. Pour ces raisons, peu de pays établissent des estimations concernant les activités illégales.

43. Dans le cadre de l'enquête de 2005, 13 pays (Bulgarie, Canada, Croatie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pologne, Suède et Ukraine) ont indiqué qu'ils avaient élaboré des estimations concernant les activités illégales. Toutefois, nombre d'entre eux (Bulgarie, Canada, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pologne, Suède et Ukraine) n'incluent pas d'ajustements à ce titre dans les chiffres officiels du PIB. Parmi les activités illégales, la prostitution, le commerce de stupéfiants, la production et la vente de marchandises de contrefaçon, la vente de biens volés et la contrebande sont les domaines les plus souvent étudiés.

INCIDENCES SUR LE PIB

44. L'ampleur des ajustements au titre de l'économie non observée varie grandement selon les groupes de pays (voir l'annexe 1). Dans les pays de la CEI, ils s'échelonnent entre 17 % (Kirghizistan) et 31,6 % (République de Moldova) du PIB, tandis que dans les nouveaux pays membres de l'UE ils vont de 4,6 % (République tchèque) à 18,9 % (Lituanie). En ce qui concerne les pays de l'OCDE (UE et hors UE), ils sont compris entre 1 % (Pays-Bas) et 15,7 % (Pologne) du PIB, bien qu'ils soient inférieurs à 5 % dans plusieurs pays.

45. En général, les ajustements effectués selon l'optique des dépenses sont inférieurs à ceux réalisés à l'aide des optiques de la production et du revenu, ce qui témoigne d'une meilleure couverture des activités dans les sources de données utilisées pour rendre compte des dépenses. Par exemple, en Pologne, la contribution de l'ENO au PIB calculée avec la méthode de la production s'élève à 15,7 %, contre 7,8 % avec la méthode des dépenses; en Lettonie, cette contribution est estimée à 13,6 % avec la méthode de la production, contre 8,28 % avec la méthode des dépenses, en Norvège les chiffres sont 2,4 % (méthode de la production) et 1,0 % (méthode des dépenses).

CONCLUSIONS

46. Il est difficile de se prononcer avec certitude sur les tendances tant au plan national qu'au plan international. Il est également difficile de procéder à des comparaisons en raison des différentes approches adoptées, qui varient non seulement entre les pays mais aussi dans le temps.

47. Si plusieurs pays enregistrent une augmentation de la part de l'ENO dans les estimations du PIB, dans l'ensemble, la tendance observée est à la baisse. En outre, une augmentation de la part de l'ENO peut être le signe d'une amélioration de la couverture des estimations et/ou des sources de données. La plupart des ajustements au titre de l'ENO concernent le secteur informel, à savoir des entreprises normalement exploitées par des petites unités (ménages), suivi par l'économie souterraine. Par ailleurs, les pays s'efforcent d'être aussi exhaustifs que possible dans leurs estimations, comme en témoigne l'amélioration du dispositif de collecte des données et des méthodes d'estimation.

48. Les résultats de l'enquête continuent d'être analysés. Lorsque les travaux seront achevés, les résultats seront publiés sous la forme d'une version actualisée de la publication intitulée «L'économie non observée dans les comptes nationaux: enquête sur les pratiques nationales, 2005».

Notes

¹ La contribution du pays ne concerne que la Serbie.

² Le secrétariat a harmonisé les contributions des pays qui n'avaient pas suivi cette structure, sans toutefois toucher au contenu de leur réponse.

³ OCDE, 2002, *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Paris.

⁴ Eurostat, 2005, *Eurostat's Tabular Approach to Exhaustiveness: Guidelines*.

⁵ Les gouvernements sont des personnes morales. Il importe de faire la distinction entre les producteurs qui sont des personnes morales et ceux qui ne le sont pas.

ANNEX

Table 1. Adjustments for NOE Activities (Eurostat Tabular Framework)

	Year	Size%	N1	N2	N3	N4	N5	N6	N7
EU Members									
EU(15)									
Austria	2001	7.9	X			X		X	X
Belgium	2002	3-4	X					X	X
Finland	Not stated	Not stated	X					X	
Germany	Not stated	Not stated	-	-	-	-	-	-	-
Ireland	1998	4.0				X		X	X
Italy	2003	14.8				X	X	X	
Netherlands	1995	1.0						X	X
Spain	2000	11.2	X		X			X	X
Sweden	2000	1.3						X	X
United Kingdom	Not stated	Not stated	-	-	-	-	-	-	-
EU (new members)									
Czech Republic	2000	6.6	X	X	X	X	X	X	X
Estonia	2002	9.6	X	X			X	X	X
Hungary	2000	11.9	X	X	X			X	X
Latvia	2000	13.6	X	X		X		X	X
Lithuania	2002	18.9	X	X				X	X
Poland	2002	15.7	X	X	X		X	X	X
OECD members – non-EU									
Australia	2000-01	1.3						X	X
Canada	Not stated	Not stated		X			X	X	X
Mexico	2003	12.1	-	-	-	-	-	-	-
Norway	1995	2.4			X		X	X	X
USA	1997	0.8						X	
EU Acceding and Candidate Countries									
Acceding Countries									
Bulgaria	2001	10.2	X			X	X	X	X
Romania	2002	17.7	X					X	
Candidate Countries									
Croatia	2002	11.2						X	X
The former Yugoslav Republic of Macedonia	2003	16.3	X		X			X	
Turkey	2004	1.7						X	
CIS Countries									
Armenia	2003	28.9			X			X	
Azerbaijan	2003	20.7	X			X		X	X
Belarus	2003	10.7	X		X	X	X	X	X
Georgia	2004	28.3				X		X	X
Kazakhstan	2003	21.6	X	X	X	X	X	X	X
Kyrgyzstan	2003	17.0	X		X	X	X	X	X
Moldova	2001	31.6			X		X	X	X
Russian Fed.	2003	24.3	X		X	X	X	X	X
Tajikistan	Not stated	25.0						X	X
Ukraine	2003	17.2	X	X	X	X	X	X	X
Uzbekistan	Not stated	29-30	X		X			X	X

	Year	Size%	N1	N2	N3	N4	N5	N6	N7
<i>Other Countries</i>									
Albania	2003	30.8	X					X	X
Brazil	2003	12.8	-	-	-	-	-	-	-
Mongolia	Not stated	Not stated				X		X	
Serbia and Montenegro*	2003	16.1	X		X	X	X	X	

Notes to Annex :

- Czech Republic: The figure of 4.6% is produced by the income method. An alternate figure of 6.62% is obtained using the expenditure approach.
 - Italy: The figure of 14.8% refers to the lower bound estimate whereas there is an upper bound estimate of 16.7%.
 - Latvia: The figure of 13.6% is obtained using the output approach, whereas 8.28% is the estimate from the expenditure approach.
 - Mongolia: Two estimates of 13% and 30% were produced for Mongolia and were based on two different studies.
 - Norway: The figure of 2.4% is arrived at using the production approach. An alternate estimate of 1% is obtained using the expenditure approach.
 - Poland: The estimate of 15.7% is produced using output approach. An alternate estimate of 7.8% is made for 2002 using the expenditure approach.
- * Serbia and Montenegro: information refers to Serbia only.

* * * * *